

Enquête annuelle sur le marché du gaz naturel : résultats 2013

L'année 2013 se situe dans le prolongement de 2012. La consommation primaire de gaz naturel progresse de 1,6 % en 2013, notamment en raison de températures légèrement plus fraîches qu'en 2012. Corrigée des variations climatiques, elle recule en revanche pour la deuxième année consécutive et atteint son plus bas niveau depuis l'année 2001. L'usage du gaz naturel par la branche énergie est contrasté : fort recul pour la production d'électricité, comme en 2012, recours accru dans le secteur du raffinage, en lien avec la production d'hydrogène. La

consommation de gaz naturel par l'industrie chimique, celle des produits minéraux non métalliques et celle du papier-carton ont également progressé. Au niveau régional, la Haute-Normandie, terre de raffinage, connaît une forte croissance de sa consommation de gaz naturel. En termes d'approvisionnement, les entrées de gaz naturel liquéfié (GNL) ont reculé pour la deuxième année consécutive, les réserves souterraines ont été entamées et l'année s'est terminée avec des stocks au plus bas.

La production nationale : moins de 1 % du gaz naturel consommé en 2013 est d'origine française

Un peu moins de 4 térawattheures (TWh) de méthane produit en France ont été injectés dans le réseau de transport en 2013. Il s'agit essentiellement de gaz extrait à Lacq, dont l'injection a d'ailleurs cessé à la mi-octobre 2013. Dans le cadre du projet Lacq Cluster Chimie 2030, le gaz restant dans le gisement alimente exclusivement les industriels de la plateforme.

Par ailleurs, quelques 200 gigawattheures (GWh) de gaz de mine (grisou) ont été extraits des anciens puits du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais et injectés dans le réseau de transport. Compte tenu de sa dangerosité et de son puissant effet de serre, le grisou, qui remonte à la surface poussé par la nappe phréatique, doit être neutralisé, soit en le brûlant à la torchère, soit en le valorisant. Dans certains puits, au fil des années, le grisou capté contient de moins en moins de méthane, il a perdu en pouvoir calorifique et devient impropre à l'injection dans le réseau. On s'oriente alors vers une valorisation électrique grâce à un tarif d'achat garanti de l'électricité produite à partir du grisou.

Enfin, une quinzaine de gigawattheures de biométhane ont été injectés dans le réseau de distribution de GrDF en 2013. En 2013, seuls trois sites ont injectés du biométhane, mais depuis, les mises en service et les projets se multiplient, et les pouvoirs publics affichent des objectifs ambitieux. Ainsi, de janvier à octobre 2014, les injections ont plus que doublé par rapport à la même période de 2013.

Au total, le gaz naturel produit en France couvre moins de 1 % de la consommation primaire de gaz sur le territoire français.

Le solde des entrées-sorties de gaz naturel se redresse en 2013 après deux années de repli

Du fait de sa position géographique, le territoire français est un lieu de passage du gaz entre le nord et le sud de l'Europe, notamment vers la péninsule ibérique, mais aussi l'Italie via la Suisse.

Le gaz entre sur le réseau français par cinq points principaux, dont un seul est situé dans la moitié sud : trois entrées par gazoducs, situées dans le quart nord-est du territoire, et deux entrées correspondant à des ports méthaniers :

- à **Taisnières** (Nord-Pas-de-Calais) entre le gaz en provenance des Pays-Bas, ainsi que du gaz de Norvège ;
- à **Dunkerque** (Nord-Pas-de-Calais) entre le gaz arrivant directement de Norvège par gazoduc sous-marin ;
- à **Obergailbach** (Lorraine) arrive le gaz naturel de Russie après avoir transité par l'Allemagne, mais aussi du gaz norvégien soutiré des réserves souterraines allemandes ;
- à **Fos-sur-Mer** (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et **Montoir-de-Bretagne** (Pays de la Loire), les trois terminaux méthaniers Fos Tonkin, Fos Cavaou et Montoir accueillent des livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance d'Algérie, du Qatar, du Nigéria, d'Égypte et de Trinité-et-Tobago.

Un terminal méthanier est en construction à Dunkerque, qui utilisera la chaleur produite par la centrale nucléaire de Gravelines pour regazéifier le GNL. Il sera raccordé au réseau fin 2015, et une partie du gaz sera acheminée directement vers le réseau belge (gaz non odorisé).

Une partie du gaz entrant en France n'est pas consommé sur place et ressort du territoire en trois points principaux :

- **Oltingue** (Alsace) à la frontière franco-suisse ;

- **Biriatou et Larrau** (Aquitaine), points de sortie du gaz naturel vers l'Espagne.

En 2013, les entrées brutes de gaz par gazoduc sont en nette progression, de 5,1 %, mais ceci masque des évolutions divergentes suivant les provenances. Les entrées de gaz, principalement russe, à Obergailbach augmentent de 19,6 % tandis que celles de gaz norvégien à Dunkerque diminuent de 6,1 %.

A contrario, les entrées de GNL enregistrent, cette année encore, une forte baisse (- 19,2 %). Le GNL n'a ainsi représenté que 15,7 % du total des entrées brutes de gaz en 2013, contre 28,0 % deux années plus tôt. La baisse affecte les trois sites méthaniers, mais plus particulièrement celui de Montoir : les injections sur le réseau de

transport à Montoir reculent de plus de moitié pour la deuxième année consécutive, tandis que les injections à partir des deux terminaux méthaniers de Fos-sur-Mer ont reculé globalement de 8,1 % en 2013.

Globalement, les entrées brutes de gaz ont progressé de 0,4 %, mais les sorties ont très fortement diminué (- 15,9 %) et le solde des entrées-sorties sur le réseau a progressé de 2,7 % en 2013, pour se rapprocher du niveau observé en 2011 et sur les dix dernières années.

Le net repli, de plus d'un tiers, des sorties vers la Suisse observé en 2012, s'est accentué en 2013 avec une baisse des deux-tiers. Les sorties vers l'Espagne progressent de 11,9 % et ont presque quadruplé en trois ans.

Entrées et sorties de gaz sur le réseau de transport français depuis 2008

En TWh

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013/ 2012 (en %)
Entrées de gaz							
Entrées par gazoducs	451,5	425,1	408,8	410,1	440,5	463,1	5,1
Par points d'entrées :							
Dunkerque	171,9	170,7	157,6	164,1	179,1	168,2	-6,1
Taisnières (gaz haut pouvoir calorifique)	126,5	120,6	109,0	119,2	105,9	114,9	8,5
Taisnières (gaz bas pouvoir calorifique)	54,6	56,4	51,6	48,8	52,0	50,8	-2,2
Obergailbach	97,8	76,0	89,5	77,0	102,8	122,9	19,6
Autres	0,8	1,5	1,2	1,0	0,7	6,2	752,8
Entrées de GNL	140,4	144,1	156,0	159,3	106,9	86,4	-19,2
Par points d'entrées :							
Fos-sur-Mer	59,7	73,3	84,1	100,6	81,1	74,6	-8,1
Montoir-de-Bretagne	80,6	70,8	71,9	58,7	25,8	11,8	-54,2
Total des entrées en France	591,9	569,2	564,8	569,5	547,4	549,5	0,4
Part du GNL dans les entrées	23,7%	25,3%	27,6%	28,0%	19,5%	15,7%	
Sorties de gaz							
Oltingue	59,3	46,6	33,7	44,6	27,4	9,2	-66,4
Larrau + Biriatou	20,5	15,5	10,6	23,3	35,0	39,1	11,9
Autres	8,2	5,9	7,9	7,2	6,9	10,0	44,2
Total des sorties de France	88,0	68,1	52,1	75,0	69,3	58,3	-15,9
Solde des entrées-sorties	503,8	501,1	512,7	494,5	478,1	491,2	2,7

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

La Russie redevient le deuxième fournisseur de la France, loin cependant derrière la Norvège

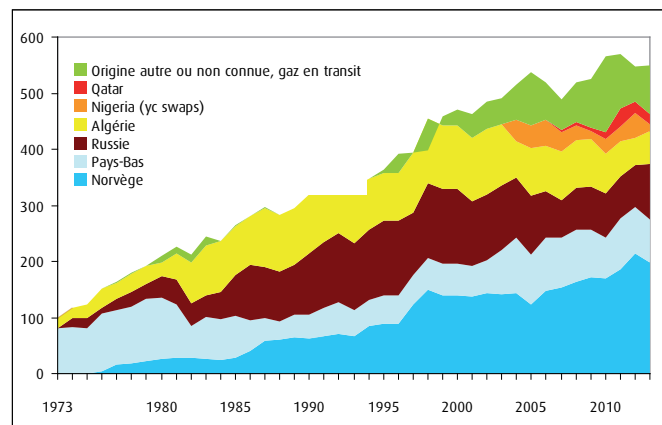
Au début des années 1970, le gaz naturel consommé en France provenait principalement de l'Union européenne, c'est-à-dire de France (production nationale) ou bien des Pays-Bas. Seul un petit cinquième du gaz importé provenait d'Algérie. Dans un contexte de déclin de la production française et d'essor de la consommation, la part de l'Algérie a fortement augmenté pour atteindre un pic au milieu des années 1980 (près de 40 % des importations). Cette part a ensuite diminué régulièrement jusqu'en 2012, année où l'Algérie ne représentait plus que 9 % des entrées, avant de gagner deux points en 2013, retrouvant ainsi son niveau de 2011. De même, la part de notre autre fournisseur historique, les Pays-Bas, a décliné régulièrement, et depuis une trentaine d'années elle oscille entre 10 % et 20 % des entrées. Parallèlement, la Russie est devenue un fournisseur important, occupant même la première place au début des années 1990 (37 % des entrées en 1995), puis sa part a décliné pour se stabiliser depuis quelques années autour de 14 %. À partir de la fin des années 1990, la Norvège s'est substituée à la Russie comme premier fournisseur de la France, avec une part de marché qui atteint 36 % en 2013 contre seulement 18 % pour la Russie. Enfin, avec le développement du GNL, d'autres pays exportateurs sont apparus depuis quelques années, Nigéria et Qatar notamment. Cependant, à partir de 2012, les tensions sur le marché du GNL et notamment l'essor de la demande asiatique dont le marché offre

des prix attractifs, ont perturbé le développement des livraisons en Europe et notamment en France.

Les importations sur contrats de court terme (durée inférieure ou égale à deux ans) stagnent en part relative, et représentent 14,4 % des importations en 2013, contre 13,0 % en 2011 et seulement 7,6 % en 2010.

Les importations de gaz naturel selon le pays de provenance

En TWh



Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Un mécanisme permanent d'ajustement des ressources à la demande de gaz naturel

Pour répondre à la demande de gaz naturel trois types de ressources peuvent être mobilisées : la production nationale, les importations et le soutirage du gaz préalablement stocké dans des cavités souterraines.

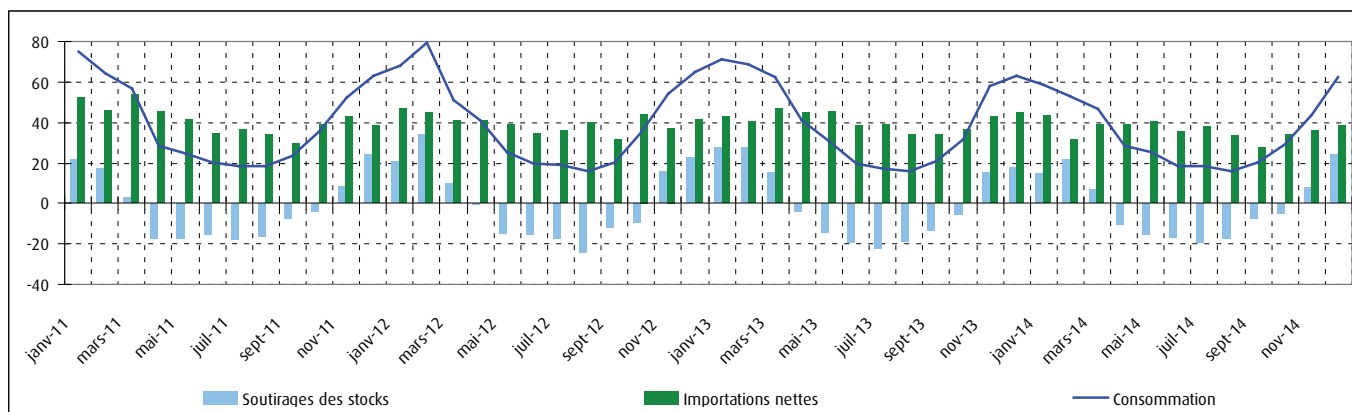
La production nationale représentait la majeure partie des ressources jusqu'au milieu des années 1970, mais la stagnation de cette production, puis son déclin, ajoutés à la forte croissance de la consommation, ont nécessité une augmentation rapide des importations nettes¹.

Les importations de gaz s'effectuent en continu tout au long de l'année, mais les quantités importées sont limitées à la fois par la disponibilité du GNL sur le marché et par les débits des gazoducs.

Comme la consommation de gaz est trois fois plus importante pendant la période de chauffage, l'ajustement des ressources aux emplois est assuré en modulant les réserves souterraines. De mai à septembre, lorsque le total des importations est supérieur à la consommation, l'excédent fait l'objet d'un stockage (période dite de « remplissage »), et d'octobre à avril, en période de chauffage, un déstockage de ces réserves est nécessaire pour faire face à la demande (période dite de « soutirage »). Ainsi en août 2013, moins de la moitié (45 %) des importations nettes ont été consommées ce qui a permis de stocker le solde (55 %), tandis qu'en février 2013 les importations ont couvert seulement 60 % de la consommation et les réserves souterraines ont fourni le complément. En outre, le prix du gaz sur les marchés est attractif l'été, période de faible demande, et lorsque cet écart de prix couvre le coût de stockage, les fournisseurs ont intérêt à acheter du gaz l'été, puis à le stocker en vue des périodes de forte demande.

Ajustement mensuel des ressources aux emplois

En TWh



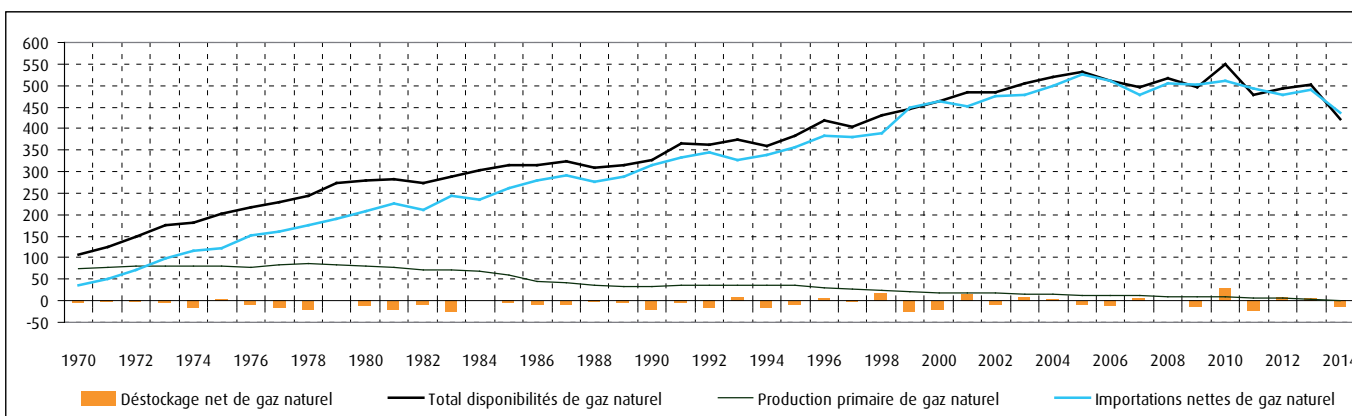
Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

Au cours des années antérieures à 2000, les stocks en fin d'année étaient le plus souvent supérieurs aux stocks en début d'année et les réserves souterraines se remplissaient régulièrement. Depuis une quinzaine d'années, en revanche, une année sur deux s'est soldée par un déstockage net. Une année se soldé par un stockage

ou par un déstockage, en fonction à la fois des températures plus ou moins froides qui influent sur la consommation, et du niveau des importations nettes de l'année. L'année 2013 s'est ainsi soldée par un déstockage net de près de 7 TWh, essentiellement du fait des températures plus froides qu'en 2012 pendant la période de chauffe.

Ajustements annuels des emplois et des ressources en gaz naturel : production, importations et stockage/déstockage²

En TWh



Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

¹ Importations nettes des exportations.

² Valeur positive = déstockage global sur l'année, valeur négative = stockage global sur l'année.

Des stocks utiles en diminution continue

L'année 2013 a débuté avec un niveau des stocks utiles inférieur de 10 % à celui observé douze mois plus tôt. La consommation hivernale a été forte et le niveau des stocks a sensiblement baissé pour afficher en fin de période de soutirage (fin avril 2013) un déficit d'un tiers

par rapport à son niveau de fin avril 2012. Par la suite, le remplissage des réservoirs durant l'été s'est accéléré et le déficit de stockage par rapport à 2012 a été ramené à 8 % à l'issue de la campagne de remplissage (fin septembre). Cet écart s'est ensuite stabilisé durant l'automne et l'année s'est achevée sur un déficit de réserves de 9 % par rapport à 2012.

Évolution du niveau des stocks utiles au long de l'année

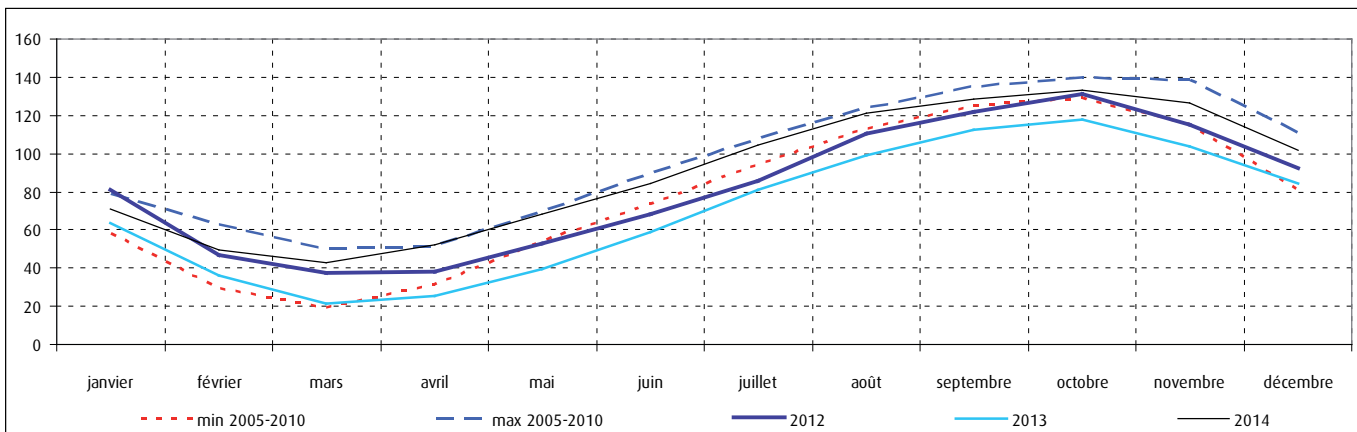
En TWh

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Au 30 avril, fin de période de soutirage	32,9	31,77	45,5	51,7	38,9	46,3	55,9	38,2	25,2
Au 30 septembre, fin de période de remplissage	124,9	130,6	129,0	135,3	135,3	129,6	130,1	122,0	112,6
Au 31 décembre	91,8	103,5	97,8	96,9	111,0	80,8	102,2	92,3	84,1

Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

Stocks utiles en fin de mois

En TWh



Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

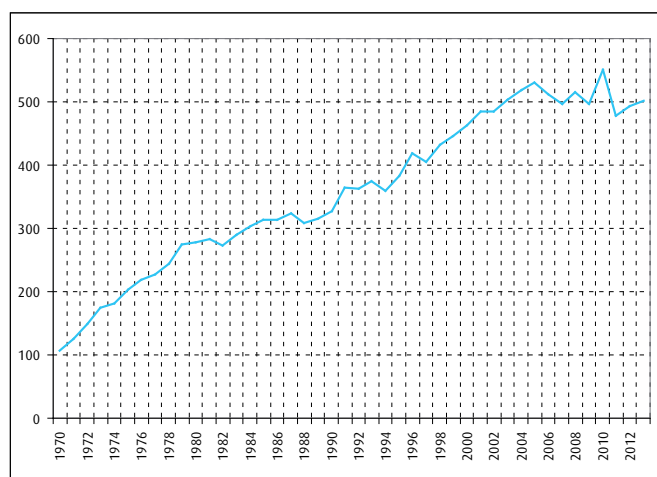
Une consommation qui tend à se stabiliser

En 2013, la consommation primaire de gaz naturel a progressé de 1,6 % à 501,6 TWh, après une hausse de 3,3 % en 2012, une chute de 13,2 % en 2011 (*encadré*) et un bond de 10,9 % en 2010. Ces évolutions contrastées ont été principalement dues aux conditions climatiques de ces dernières années. En effet, après une année 2011 qualifiée d'année la plus chaude jamais enregistrée depuis 1900, une année 2010 considérée comme la plus froide des deux dernières décennies, les années 2012 et 2013 ont été médianes, 2013 un peu plus fraîche que 2012 qui était par ailleurs bissextile (et donc comptant un jour de plus pendant la période de chauffe).

En tendance, la consommation de gaz naturel a augmenté régulièrement et fortement jusqu'au milieu des années 2000, puis elle s'est stabilisée à un niveau représentant cinq fois la consommation de l'année 1970 et supérieur de moitié à celle de l'année 1990.

Consommation totale d'énergie primaire de gaz naturel

En TWh



Source : SOeS, enquête mensuelle auprès des gestionnaires d'infrastructures gazières

Mesure de la consommation

Pour mesurer le niveau global de la consommation de gaz naturel on s'appuie sur les données physiques fournies mensuellement par les deux gestionnaires du réseau de transport. Ces mesures, issues de télé-relevés, sont précises et ne font pas l'objet de révisions. Elles mesurent les flux de gaz sur le réseau pendant l'année civile, mais excluent de fait les consommations qui ne transitent pas par le réseau de transport. Ces dernières sont actuellement marginales ; il s'agit principalement de la consommation des industriels implantés sur le lieu de production et approvisionnés directement par celui-ci, de la consommation locale de biométhane, et, plus récemment, de la consommation de « GNL porté », c'est-à-dire acheminé par camion ou par bateau depuis le terminal méthanier vers le lieu de consommation. Le

gaz naturel produit sur le site de Lacq, qui n'est plus injecté dans le réseau depuis octobre 2013, est donc désormais exclu du champ couvert. Les données communiquées par les fournisseurs dans le cadre de l'enquête annuelle de statistique gazière sont, quant à elles, issues de fichiers-clients et font référence à des contrats commerciaux. Les dates de livraisons effectives du gaz peuvent ainsi ne pas correspondre strictement à l'année civile. En conséquence, il a été décidé de caler les résultats de l'enquête de statistique gazière (ventilation des livraisons par secteur et par région) sur le total de la consommation fourni par les transporteurs. Enfin, le code activité des clients, tel qu'il figure dans le fichier des fournisseurs, peut ne pas correspondre exactement à l'activité de l'installation consommatrice.

Les secteurs consommateurs de gaz naturel

Le secteur résidentiel représente le tiers des livraisons, suivi par l'industrie (31 %), le secteur tertiaire (un peu plus de 18 %) presque à égalité avec le secteur de l'énergie (17 %). Ces proportions sont relativement stables d'une année à l'autre, à l'exception notable de la production d'électricité et de chaleur dont la part est passée de 7,4 % à 18,5 % entre 2007 et 2010, avec le développement des centrales électriques à cycle combiné au gaz. Toutefois la compétitivité de la

filrière gaz s'étant fortement dégradée en 2012 et 2013 par rapport à celle de la filière charbon (faible prix du combustible, taxation peu dissuasive des émissions de CO₂), les centrales à gaz sont donc moins sollicitées, certaines sont mises sous cocon, et le secteur de la production d'électricité et de chaleur ne représente plus que 14,2 % des livraisons de gaz naturel en 2013.

La consommation de certains secteurs industriels progresse sensiblement en 2013, comme celle du raffinage³, de la chimie, des produits minéraux non métalliques.

Fournitures de gaz naturel aux clients finals

En GWh

	<i>Correspondance avec la NAF</i>	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Production d'électricité et de chaleur	35	36 755	52 681	63 682	101 756	92 056	83 661	71 130
Raffinage, cokéfaction, extraction...	05 à 09, 19, 36 à 39	10 495	13 801	17 752	11 235	10 557	8 663	14 249
Secteur de l'énergie		47 250	66 482	81 434	112 991	102 613	92 324	85 380
Agriculture	01 à 03	3 445	3 097	2 779	2 871	2 591	3 210	2 642
Industrie agroalimentaire	10 à 12	33 128	34 514	32 430	36 755	32 556	33 313	29 879
Produits minéraux non métalliques	23	22 024	22 719	18 823	20 496	20 553	23 601	26 444
Sidérurgie de la fonte et de l'acier	24.1 à 24.3, 24.51, 24.52	11 382	9 096	8 550	10 632	8 830	9 630	10 250
Métaux non ferreux	24.4, 24.53, 24.54	3 419	3 271	4 285	2 947	4 457	4 926	4 653
Chimie et pharmacie	20, 21	55 885	53 992	35 763	37 879	37 779	33 857	41 888
Machines	25 à 28	11 913	7 733	8 360	9 921	8 803	10 057	8 949
Matériel de transport	29, 30	9 631	6 545	5 975	6 683	4 614	5 199	6 182
Textiles, habillement et cuir	13 à 15	3 279	3 201	2 503	2 147	1 981	2 133	1 829
Pâte à papier, papier et imprimerie	17, 18	14 222	13 896	10 682	12 557	10 004	11 542	14 262
Bois et ouvrages en bois	16	0	1 027	780	819	661	928	860
Autre industrie	22, 31 à 33	17 496	18 557	5 115	8 621	4 701	5 239	4 834
Construction	41 à 43	3 057	7 980	3 899	5 248	3 610	3 709	3 538
Industrie		185 436	182 533	137 165	154 705	138 547	144 135	153 568
Tertiaire	45 à 99	82 698	74 998	82 479	90 340	78 954	88 993	93 453
Résidentiel		178 292	188 329	192 660	189 638	155 283	165 163	166 548
Total des fournitures aux clients finals		497 121	515 439	496 517	550 545	477 988	493 825	501 591

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

³ Il s'agit ici des seules raffineries reliées au réseau de GRTgaz, qui ont été modernisées pour utiliser le gaz naturel. D'une part les normes environnementales et le coût du pétrole ont conduit il y a quelques années à lui préférer le gaz naturel dans la phase chauffage du raffinage, d'autre part les carburants modernes doivent être désulfurés, ce qui nécessite de l'hydrogène produit localement à partir de méthane.

Par ailleurs, la hausse de la consommation des raffineries constatée en 2013 a été amplifiée par plusieurs arrêts de maintenance qui ont eu lieu fin 2012.

Livraisons par région et secteur

En 2013, l'Île-de-France concentre 19,0 % des livraisons. Sa part augmente légèrement par rapport à 2012, de même que celles de

Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,3 %), des Pays de la Loire (4,7 %) et surtout de la Haute-Normandie (8,1 %) où sont implantées plusieurs raffineries. Inversement, le poids des régions Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Lorraine et Alsace diminue.

Fourniture de gaz par secteur et par région, en 2013

En GWh

	Secteurs		Industrie							Tertiaire	Résidentiel	Total	
	Agriculture	de l'énergie	Sous-total Industrie	Sidérurgie, métaux non ferreux	Textile, bois, papier, imprimerie	Chimie et pharmacie	Industrie agro-alimentaire	Machines et matériel de transport	Autres industries				Construction
Correspondance NAF	01 à 03	05 à 09, 19, 35 à 39		23, 24	13 à 18	20, 21	10 à 12	25 à 30	22, 31 à 33	41 à 43	45 à 99		
Alsace	57	6 249	10 771	1 599	874	5 109	1 828	887	427	47	2 603	3 288	22 968
Aquitaine	167	4 756	4 104	1 131	743	791	733	342	206	159	6 619	8 820	24 466
Auvergne	18	739	2 713	976	215	147	323	561	392	98	2 284	3 669	9 423
Basse-Normandie	18	183	2 461	138	166	153	1 326	419	220	38	1 873	3 117	7 652
Bourgogne	41	1 680	3 650	1 828	144	167	459	638	239	174	2 923	5 040	13 334
Bretagne	829	1 487	4 315	122	454	190	2 593	636	249	72	3 433	5 874	15 938
Centre	155	1 655	5 173	861	1 238	455	1 687	494	296	141	3 237	6 429	16 650
Champagne-Ardenne	40	770	6 376	1 570	1 102	277	2 664	454	255	53	1 946	3 615	12 748
Corse													
Franche-Comté	34	1 024	2 545	650	217	84	777	727	65	24	1 909	2 561	8 073
Haute-Normandie	53	17 427	16 728	1 029	540	12 273	1 909	610	188	179	2 021	4 493	40 722
Île-de-France	76	15 478	19 967	7 446	402	7 074	1 529	1 907	494	1 115	19 969	39 665	95 155
Languedoc-Roussillon	149	583	1 744	1 151	24	175	256	50	28	60	2 449	5 239	10 163
Limousin	6	320	1 264	235	729	12	124	98	43	24	1 053	1 857	4 501
Lorraine	86	7 817	9 471	4 448	2 013	1 107	509	1 065	189	142	3 909	8 428	29 710
Midi-Pyrénées	21	813	3 833	996	302	975	681	650	61	166	3 396	6 924	14 987
Nord-Pas-de-Calais	70	4 718	18 792	6 108	2 636	1 811	5 927	1 667	372	271	5 605	16 253	45 438
Provence-Alpes-Côte d'Aur	406	4 501	10 519	3 109	239	5 746	676	226	304	219	5 930	10 112	31 468
Pays de la Loire	296	5 300	5 774	1 211	780	88	2 275	878	443	99	4 348	7 956	23 674
Picardie	16	673	7 743	2 271	1 033	1 071	2 119	552	560	136	6 117	4 848	19 397
Poitou-Charentes	60	620	1 568	482	110	147	483	259	62	26	1 899	3 571	7 719
Rhône-Alpes	44	8 587	14 056	3 985	2 130	4 035	999	2 012	601	294	9 931	14 788	47 406
Ensemble	2 642	85 380	153 568	41 347	16 091	41 888	29 879	15 131	5 694	3 538	93 453	166 548	501 591

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Fourniture de gaz par secteur et par région, en 2012

En GWh

	Secteurs		Industrie							Tertiaire	Résidentiel	Total	
	Agriculture	de l'énergie	Sous-total Industrie	Sidérurgie, métaux non ferreux	Textile, bois, papier, imprimerie	Chimie et pharmacie	Industrie agro-alimentaire	Machines et matériel de transport	Autres industries				Construction
Correspondance NAF	01 à 03	05 à 09, 19, 35 à 39		23, 24	13 à 18	20, 21	10 à 12	25 à 30	22, 31 à 33	41 à 43	45 à 99		
Alsace	69	3 985	13 542	1 602	948	7 502	2 178	968	223	122	3 294	5 433	26 322
Aquitaine	189	7 118	4 023	767	782	836	935	403	130	170	4 834	7 626	23 790
Auvergne	45	779	2 786	780	158	230	533	529	445	111	2 360	3 670	9 640
Basse-Normandie	61	1 237	2 507	160	161	192	1 517	393	48	34	2 009	2 832	8 646
Bourgogne	168	1 744	4 118	2 375	152	279	516	448	254	94	2 638	5 199	13 866
Bretagne	495	3 330	4 743	143	470	231	3 050	505	166	178	3 032	5 182	16 782
Centre	133	1 642	6 107	1 237	1 538	411	1 835	544	385	157	3 296	6 362	17 540
Champagne-Ardenne	165	1 054	6 023	1 480	316	346	3 012	576	244	48	1 811	3 943	12 995
Corse													
Franche-Comté	31	1 495	3 807	746	530	1 467	255	645	86	79	1 920	2 745	9 999
Haute-Normandie	87	6 178	10 041	650	541	6 075	2 016	543	125	91	2 513	4 586	23 406
Île-de-France	354	18 478	12 051	2 902	1 156	1 985	2 334	2 436	411	827	18 683	41 322	90 888
Languedoc-Roussillon	69	726	1 893	1 062	141	86	396	138	32	38	2 259	4 244	9 192
Limousin	19	1 127	735	154	120	156	167	85	24	29	1 466	1 670	5 017
Lorraine	134	7 103	9 754	3 369	2 058	1 902	1 008	1 080	211	125	3 885	9 310	30 186
Midi-Pyrénées	77	1 313	4 599	1 598	369	1 166	549	735	100	81	3 841	6 151	15 981
Nord-Pas-de-Calais	323	10 484	17 327	6 504	1 890	1 612	5 956	1 063	185	117	6 014	16 402	50 551
Provence-Alpes-Côte d'Azur	199	8 160	7 572	3 045	249	952	1 678	896	616	137	4 824	8 566	29 321
Pays de la Loire	239	3 375	3 757	542	709	313	1 226	612	205	150	3 861	7 258	18 491
Picardie	123	2 571	8 320	2 575	831	972	2 555	403	714	269	5 619	4 856	21 489
Poitou-Charentes	64	1 833	4 493	1 314	465	2 017	246	347	41	63	1 950	3 137	11 477
Rhône-Alpes	168	8 589	15 937	5 151	1 019	5 126	1 351	1 907	594	790	8 886	14 668	48 247
Ensemble	3 210	92 324	144 135	38 158	14 603	33 857	33 313	15 256	5 239	3 709	88 993	165 163	493 825

Source : SOeS, enquête annuelle sur la statistique gazière

Méthodologie

Cette publication présente les résultats de l'enquête annuelle sur la statistique gazière, ainsi que quelques résultats de l'enquête mensuelle associée à la conjoncture gazière. Elle concerne tous les acteurs de la filière : producteurs, transporteurs, distributeurs, fournisseurs, opérateurs de stockages et gestionnaires de terminaux méthaniers. Il s'agit d'une enquête obligatoire et exhaustive, auprès de tous les opérateurs agréés. Dans un contexte d'ouverture du marché du gaz, cette enquête est la seule source exhaustive permettant de mesurer les volumes totaux de gaz entrés, sortis, stockés et consommés en France, leur répartition entre les différents secteurs consommateurs, les évolutions des consommations ainsi que l'état de l'ouverture du marché.

La description du fonctionnement de l'approvisionnement en gaz a été enrichie de renseignements individuels tirés de l'édition 2013 du Panorama énergies-climat de la Direction générale de l'énergie et du climat.



 **Didier CADIN**

Chiffres & statistiques

**Commissariat général
au développement
durable**

**Service
de l'observation
et des statistiques**

Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
Mel : diffusion.soes.cgdd
@developpement-
durable.gouv.fr

**Directeur
de la publication**
Sylvain Moreau

ISSN : 2102-6378

© SOeS 2015